



Nature et sociétés rurales au Burkina Faso : Quelle stratégie d'intervention Pédagogique et environnementale ?

Résumé :

Les projets de développement initiés dans les pays du Sahel en général et au Burkina Faso en particulier ont pour la plupart été des échecs. Ceux qui sont en cours sont loin d'obtenir les résultats escomptés. Pendant ce temps les programmes d'éducation, d'animation et de vulgarisation mis en œuvre pour dynamiser ces projets s'avèrent incohérents et inefficaces. Les raisons avancées pour justifier l'échec de ces projets se résument généralement à la faible participation voire au refus des populations rurales de collaborer et à l'inefficacité des agents de développement qui interviennent directement sur le terrain. Dans la présente étude nous avons montré qu'au delà des raisons évoquées plus haut pour justifier l'échec de ces projets de développement, se cachent des raisons plus profondes: celles liées aux stratégies d'intervention éducative mises en œuvre et les modèles de participation qui en découlent. En effet la façon de concevoir les projets de développement et les techniques de formation généralement utilisés pour dynamiser leur efficacité est à réviser car les actions conduites jusqu'à présent sur le terrain se caractérisent par une insuffisance d'expertise pédagogique appropriée pour adresser les questions de changement d'éthique vis-à-vis de l'environnement de façon holistique. Dans cette étude nous avons focalisé notre réflexion sur les démarches méthodologiques pertinentes en matière d'ERE en milieu communautaire rural afin de renforcer l'efficacité de ces projets et d'obtenir une participation responsable des populations rurales.

Mots clés : Responsabilisation - Participation communautaire- Stratégie d'intervention- Sociétés rurales- Education

Les questions de l'environnement constituent un des enjeux majeurs des interrogations de nos sociétés. Interrogations à la fois théoriques et pratiques, qui prennent des formes extrêmement variées, tant du point de vue du langage que de l'action. L'urgence observée au cœur de ces interrogations montre de la façon la plus claire que les problèmes de l'environnement et des relations d'une société à son environnement sont au centre de ses interrogations. Le Burkina Faso, pays sahélien du groupe des pays les moins avancés, est aujourd'hui confronté à la dégradation accélérée de son environnement et de ses ressources naturelles. L'intervention de l'homme dans le milieu à travers les activités indispensables qu'il mène pour sa survie, y prend souvent l'aspect de véritables agressions à telle enseigne que le pays se trouve installé dans un processus cumulatif de détérioration du milieu biophysique, susceptible de saper le substrat même du développement national. Cette dégradation a des conséquences immédiates sur la santé et sur les conditions de vie de la population. Les pouvoirs publics en ont pris conscience et sont préoccupés de plus en plus à asseoir au profit des communautés nationales, des formules et alternatives de développement appropriées qui permettent de relever ce défi.

C'est dans cette optique et conformément aux engagements pris à Rio (1992) et en application du chapitre 36 de l'Agenda 21 qui souligne le rôle essentiel de l'éducation au développement durable, que le Burkina Faso a adopté une Stratégie Nationale pour l'Education Environnementale (SNEE) en juin 2001 et un Plan d'Action Nationale d'Education Environnementale pour le Développement Durable(PANEED) par décret n° 2004-625/ PRES/ PM/ MECV/ MFB/ MEBA/ MESSRS du 30 décembre 2004. Ce plan est un outil de mise en œuvre de la stratégie nationale d'éducation environnementale. Cette volonté politique clairement affichée par les pouvoirs publics s'est traduite également par la création du CONEDD¹, structure nationale dont relève l'éducation environnementale à travers sa Division du Développement des Compétences en Environnement (DDCE). Mais les résultats enregistrés en matière de gestion durable de l'environnement sont mitigés. Dans ce contexte de fragilité écologique comment des groupes ou des communautés menacées arrivent ils à agir efficacement dans leurs initiatives de survie ou de développement humains ? Comment des professionnels extérieurs parviennent ils à s'associer avec des acteurs locaux pour trouver des solutions à des problèmes qui les interpellent réciproquement ? En d'autre terme quelle formule d'éducation de base mettre en œuvre ?

Le Burkina Faso est un pays sahélien dont l'économie repose essentiellement sur l'agriculture et l'élevage. Environ 80% de sa population vit en milieu rural dans des conditions écologiquement fragiles. Cette précarité constitue un handicap majeur pour l'économie nationale et installe le pays dans un cycle de crises alimentaires sévères. Pendant ce temps la population ne cesse de croître surtout en milieu rural, ce qui se traduit par la progression de la demande alimentaire dont l'une des conséquences est la mise en culture des terres marginales. Ainsi pour faire face à la dégradation de leur condition de vie et de production, les populations rurales ont développé des stratégies individuelles et collectives, afin d'accroître l'offre alimentaire. Elles ont pour ce faire, développé des techniques endogènes de gestion des ressources naturelles et de lutte contre la désertification. Bien que celles-ci aient fait leur preuve, les résultats sont en deçà des attentes. La crise écologique progresse et les populations continuent de se battre contre l'adversité.

Les dommages environnementaux liés aux systèmes d'exploitation agricole qui ont cours au Burkina Faso sont importants. En effet les méthodes archaïques actuelles de

1 Conseil National pour l'Environnement et le Développement Durable - Burkina Faso.

l'agriculture, même dans les conditions de faible degré d'occupation des terres sont destructrices des ressources naturelles et constituent de ce fait l'un des facteurs les plus importants de la désertification et de la perte de la diversité biologique. A titre d'exemple, selon le PNUE² chaque année, le Burkina Faso perd 32000 hectares de forêts sous l'effet de l'agriculture itinérante sur brûlis. Cette pratique extensive qui fait subir à l'environnement de graves préjudices engendre une baisse générale de la productivité, un déclin de la capacité de charge des écosystèmes et une perte considérable de la diversité biologique. L'absence quasi-totale de formations végétales dans certaines parties du pays témoigne de cette influence. De même, l'exploitation anarchique du bois pour des raisons domestiques endommage fortement les ressources forestières. Cette pratique est également une des causes importantes de la désertification au Burkina Faso. Le bois de chauffe est en effet le principal combustible des ménages, il contribue pour 90% à la satisfaction des besoins énergétiques domestiques. La consommation actuelle de bois s'élève à environ 5 millions de m³ par an³. De tels systèmes de production rendent les agressions écologiques inéluctables et cumulatives dans la mesure où les masses paysannes sont contraintes au quotidien de tirer des formations végétales immédiates, l'essentiel des ressources dont elles ont besoin pour vivre. Ainsi les populations subissent les préjudices d'écosystèmes appauvris qui renforcent la précarité de l'économie nationale. Comment alors concilier lutte contre la pauvreté et renouvellement de l'ensemble des ressources ? quelle formule d'éducation de base mettre en œuvre ?

Dans le cadre de l'aide au développement et de la lutte contre la pauvreté, de nombreux projets de développement ont vu le jour au Burkina Faso. Jusqu'à un passé très récent, ces projets ont quasi exclusivement mis l'accent sur les facteurs biophysiques à l'origine de la dégradation des terres, les causes socio-économiques n'étant alors reléguées qu'au second plan. Cette approche technique s'est révélée peu efficace pour inscrire les acquis dans la durée. On s'est progressivement rendu compte que pour garantir la viabilité des actions, l'approche technique, n'était plus suffisante, il fallait promouvoir une conscience environnementale par l'instruction, l'éducation, la formation et la sensibilisation des citoyens en matière de protection et de conservation dynamique de l'environnement. Il s'est donc imposé la nécessité d'impliquer d'avantage les communautés villageoises dans la gestion de leurs ressources naturelles, celles-ci étant le support de leurs activités de production. Le premier dispositif d'implication des communautés rurales se limitait à des formations

² Programme des Nations Unies pour l'Environnement

³ Convention Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques: Rapport du Burkina Faso

techniques des producteurs. Dans les meilleures situations elles ont été impliquées à des prises de décisions de moindre importance. Ces approches ont permis d'obtenir quelques résultats, mais elles n'ont pas su prendre en compte les valeurs adaptées aux localités concernées et partant n'ont pu garantir une appropriation des actions mises en œuvre par les bénéficiaires. Ces projets, pourtant développés dans des contextes territoriaux potentiellement riches de lien social, n'arrivent pas à générer un véritable processus de changement individuel et collectif en milieu communautaire rural. Nous pensons qu'il ne peut y avoir adoption et appropriation de solutions techniques en matière d'éducation environnementale sans respect de l'autonomie et des compétences de la personne, de la communauté, de la société. Toute intervention éducative dans le cadre des projets de développement intégrés, doit prendre en compte la dimension culturelle du rapport à l'environnement dans le traitement des questions environnementales. Le document de Stratégie Nationale d'Education Environnementale, cadre officielle pour la pratique de l'éducation environnementale au Burkina Faso, préconise la communication de proximité pour le renforcement des capacités locales en matière de protection de l'environnement et la mise à contribution des organisations de la société civile ainsi que des personnes ressources comme les chefs coutumiers et les leaders d'opinion. Malgré cette nouvelle démarche, on dénote une absence de cohérence et de maturité dans les interventions éducatives initiées sur le terrain. Pour résoudre les graves problèmes qui les accablent les communautés rurales doivent d'abord comprendre, s'organiser puis agir. Cela ne peut se faire en neutralisant le savoir populaire et l'expérience des intéressés comme on le voit souvent dans les programmes de formation destinés à cette fin. Les stratégies d'action pour gagner en efficacité, doivent être appropriées localement et être enracinées dans les cultures et traditions locales. Les nœuds de développement des communautés rurales et de leur environnement doivent être la matière mais aussi l'objectif de l'action éducative et formatrice. En ce sens l'environnement dans sa complexité devient une préoccupation quotidienne à soumettre continuellement à la lecture et à l'interprétation des communautés en présence.

En somme les stratégies d'intervention en ERE mise en œuvre par les projets de développement intégrés se sont révélées assez dirigistes et peu flexibles, mettant l'accent sur les améliorations immédiates à apporter au milieu notamment à travers des interventions physiques ou biologiques. Les démarches d'intervention éducatives mises en œuvre par les projets de développement intégrés dans le milieu rural au

Burkina Faso, ont relativement contribué à renforcer les capacités locales de gestion des ressources naturelles, mais elles n'ont pas réussi à intéresser véritablement les populations rurales au point de susciter une réelle mobilisation sociale. Les populations rurales participants aux projets de développement intégrés, voient fréquemment la légitimité de leurs stratégies remises en cause et perdent la maîtrise de leur décision au nom d'une certaine rationalité technique monopolisée par la main d'œuvre qualifiée qui intervient dans la mise en œuvre de ces projets. De plus cette rationalité technique est présentée comme provenant d'études participatives menées avec les mêmes populations dont l'attitude est remise en cause. Ensuite il leur est paradoxalement demandé de se responsabiliser et de prendre en main leur destin. Comment cela est-il possible ? Nous pensons que le point central de toute approche écologique de l'éducation doit être un sentiment de responsabilité envers la nature, envers soi-même, envers les autres et envers les générations futures.

Références bibliographiques

Bonfils, M.Mai, Halte à la désertification au Sahel. Guide méthodologique. Karthala/CTA, Paris France, 1987, pp. 236

Cernea, M.M, La dimension humaine dans les projets de développement, les variables sociologiques et culturelles. Khartala, Paris- France, 1998, pp. 230

Delors Jacques, L'Education un trésor est caché dedans, Edition Odile Jacob, 1996, pp. 266

Diop B, *Associations de base de producteurs et responsabilisation des communautés paysannes de la zone cotonnière*, SODEFITEX, Dakar, 1987, pp.77

Drijver et Carel, La participation de la population dans les projets écologiques dans les pays en voie de développement, Center for environmental Studies Leiden, the Netherlands, 1990, pp. 18

ENDA, « *Initiatives paysannes au Sahel. Sorganiser lutter contre la fatalité.* » dans Études et Recherches n° 97-98, ENDA, Dakar, 1985, pp. 130

Oyo Pierre, «Comment rendre participatif un projet « Top down»? L'expérience du projet lac Télé/ Likouala-aux-herbes », in Bulletin FTTP, n°22, FAO-GTZ-UICN, décembre 2001, pp.11-14.

Roose, E et al, La GCES. « Une nouvelle stratégie de lutte anti-érosive appliquée à l'aménagement de territoire en zone soudano-sahélienne du Burkina Faso. » Revue Bois et Forêts des tropiques n° 233, 1992, pp 49-63

Sauvé, L. « L'éducation relative à l'environnement : possibilités et contraintes, Connexion », La revue d'éducation scientifique, technologique et environnementale de l'UNESCO, Vol. XXV11, no 1/2, pp. 1-4.

Sauvé, L. « Alternatives cognitives pour le développement d'une responsabilité sociale : les propositions de l'éducation relative à l'environnement » dans M. Rafie (dir.), Les sciences humaines: état des lieux. Ste-Foy, Québec : Les Presses de l'Université Laval, 1996, pp. 171-182.

Sauvé, L. Éducation relative à l'environnement, 2e édition. Montréal Guérin, 1997,pp 257